

Les subsides

M. Parent: L'ancienne secrétaire d'État aux Affaires extérieures nous dit de regarder ce qui s'est passé. Qu'on se rappelle certaines de ses démarches quand elle était ministre! La population canadienne en a jugé aux élections de 1980. Les députés d'en face auront de nouveau leur chance dans quelques années. J'espère qu'ils seront tous de la partie.

Des publications traitant des programmes et des services du gouvernement sont disponibles. C'est ce genre de publications que réclament surtout les Canadiens. Elles traitent de la nature de notre régime politique et contiennent des données sur le Canada.

Il existe un autre moyen d'expliquer à la population ce que fait leur gouvernement. Je veux parler des expositions. Nous avons treize expositions itinérantes qui parcourent les pays et se rendent principalement dans les localités qui n'ont pas toujours facilement accès aux ministères fédéraux.

M. McDermid: Brampton? C'est insensé!

M. Parent: Nous offrons de l'information sur divers sujets, y compris, tout d'abord, les programmes et services que le gouvernement fédéral met à la disposition des Canadiens. Le titre de cette exposition est «Libre-Service». Une deuxième, porte sur l'énergie et les ressources et a pour titre: «Un pays plein de ressources». Une troisième s'intitule «L'Extrême-nord du Canada».

M. Baker (Nepean-Carleton): Il y a l'exposition des phénomènes qu'on appelle le caucus libéral.

M. Parent: C'est de l'autre côté de la Chambre qu'on montre des phénomènes aujourd'hui.

Voici les chiffres qui indiquent le nombre de villes par où l'exposition est passée l'an dernier, de même que le nombre de personnes qui l'ont visitée. L'exposition intitulée «Libre-Service» a été vue par 105,000 personnes dans 46 villes de la Colombie-Britannique. Il y a eu 90,000 visiteurs dans 48 villes de l'Alberta. En Saskatchewan, 65,000 personnes de 57 villes ont visité l'exposition. Je pourrais continuer ainsi, mais il faut remarquer que depuis l'inauguration de notre programme d'exposition en 1979, près de trois millions de personnes les ont visitées. Ces expositions sont organisées par notre gouvernement, le gouvernement du Canada. Je vois un député faire signe que oui. Même aujourd'hui, c'est son gouvernement.

M. McDermid: Ce n'est pas ce que disait l'éditorial du *Daily Times* de Brampton.

M. Parent: J'ai hâte d'entendre ce que l'honorable député a à dire.

D'après nos sondages, plus de 90 p. 100 des visiteurs apprécient les renseignements qui leur sont communiqués et les trouvent très utiles. Ce n'est pas ce que donnent à entendre les aboiements des députés de l'opposition.

Il y a d'autres questions sur lesquelles nous devrions nous pencher. La semaine dernière, un communiqué a été publié sur le genre de programme que nous voulons annoncer et pour lequel le gouvernement fédéral se fait critiquer. Je fais allusion

au programme Katimavik dont l'expansion devrait permettre d'offrir un emploi à 1,650 jeunes Canadiens de plus. Les députés de l'opposition s'opposent-ils à ce qu'on donne du travail aux jeunes, à ce qu'on leur dise où en trouver?

● (1650)

M. McDermid: Allez dire cela aux 600,000 jeunes chômeurs.

M. Parent: Les députés conservateurs rient parce que nous voulons offrir des emplois aux jeunes. Ils se moquent de nous parce que nous voulons que les jeunes aient une expérience heureuse de la vie. C'est la façon dont les conservateurs voient les choses, mais nous tenons à nos idées.

Mlle MacDonald: Comment comptez-vous les mettre en pratique?

M. Parent: Je vais le dire au député. Le gouvernement du Canada consacrera 17.6 millions de dollars au programme en 1982-1983, lequel sera financé pour une période de cinq ans plutôt que sur une base annuelle. Le nombre de possibilités d'emploi pour les jeunes a augmenté de 25 p. 100 en 1982-1983 par rapport à 1981, année où 1,287 participants au programme Katimavik ont travaillé à 117 projets communautaires répartis un peu partout au Canada.

Les députés se moquent des programmes de ce genre, mais nous tenons à souligner ce qui se fait au Canada. Je suis sûr, monsieur l'Orateur, que s'ils s'intéressaient davantage à leur pays, ils ne tenteraient pas de camoufler nos réalisations.

Des voix: Bravo!

L'hon. Ron Huntington (Capilano): Monsieur l'Orateur, je vais laisser de côté l'intervention du député de Welland (M. Parent) puisque le secrétaire d'État (M. Regan) est de retour à la Chambre. Je suis heureux qu'il soit là, car je voudrais dire un mot d'une nouvelle manière qu'on observe à la Chambre, qui se produit surtout du côté des premières banquettes ministérielles. Chaque fois que ces gens-là n'ont pas la réponse à une question, ils s'en prennent à un député en particulier. Aujourd'hui le ministre s'en est pris au jeune député de Wellington-Dufferin-Simcoe. Ce député, mon voisin de pupitre, est très jeune puisqu'il est né en 1948, mais c'est un jeune homme très brillant et très compétent.

Des voix: Bravo!

M. Huntington: Ce fut un de nos meilleurs collaborateurs au moment où il était ministre d'État. Il a fait un travail formidable et continue de le faire dans le domaine de l'information.

M. Chrétien: Ministre de rien du tout.

M. Huntington: Il a exprimé notre inquiétude concernant la publicité tendancieuse que bon nombre de nos concitoyens considèrent comme une question très très grave. Le gouvernement au pouvoir fait même fi des appels d'offre, pratique pourtant solidement implantée dans l'administration fédérale.